

**Zeitschrift:** Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

**Herausgeber:** Alliance nationale de sociétés féminines suisses

**Band:** 9 (1921)

**Heft:** 131

  

**Artikel:** La conférence abolitionniste de Rome : (6-7 novembre 1921)

**Autor:** M.V.

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-256772>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 02.10.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Est-ce impossible ?

Nous ne le croyons pas.

Nous ne le croyons pas parce que nous savons que si *chacun de nos abonnés voulait faire l'effort nécessaire pour inscrire sur la carte jointe à ce numéro un nom seulement*, d'un ami, d'une parente, d'une collègue, que l'on aura convaincus de s'abonner, ou à qui on offrira un abonnement comme cadeau de Noël, nous arriverions à peu de chose près à ce but qu'il nous faut absolument atteindre.

Oh ! nous n'ignorons pas pour cela ce que l'on nous répondra, avant même que nous ayons ouvert la bouche : « Nous n'avons pas d'argent..., les temps sont durs..., il faut se restreindre..., nous recevons trop de journaux que nous n'avons pas même le temps de lire... » Nous ne l'ignorons pas parce que nous l'avons déjà entendu, non pas cent, mais mille fois. Mais nous n'ignorons pas non plus que, si dans ce travail de propagande, on pousse un peu plus avant, on découvre que si on reçoit de pareilles réponses, c'est que la notion du *devoir* de solidarité féminine et féministe n'a pas été invoquée. Cette notion-là, elle fait sortir des billets de cent sous de bien des bourses plates, alors que d'autres, plus rondes, sont restées fermées. Elle fait suggérer, si l'on n'a vraiment pas le temps de lire soi-même, l'abonnement à payer à telle voisine, à telle employée ou ouvrière, qui s'intéressera d'autant plus à notre journal qu'elle est souvent privée de lecture. Elle fait comprendre que l'on n'a pas le droit de se déclarer féministe, soucieux de progrès social, d'être membre d'une Union des Femmes, ou d'un groupement suffragiste, ou de telle Société d'intérêt féminin, et de s'abriter, avec la plus souriante ignorance des devoirs de l'heure, derrière ces prétextes commodes. C'est un langage sérieux et peut-être même sévère qu'il faut tenir. Mais c'est un langage qu'il est permis d'employer en ces temps de fin d'année où chacun fait plus ou moins son examen de conscience. Que nos amis s'en servent. Qu'ils fassent appel au sentiment de responsabilité à l'égard de notre journal, de toute femme, de tout homme s'intéressant aux problèmes que nous étudions, aux principes que nous défendons. Et ils seront surpris de constater combien est encore vaste le champ qu'il leur reste à moissonner.

Peut-être faut-il dire ici encore un mot. Et celui-là, à l'usage de ceux qui trouveraient que nous parlons comme les prédicateurs qui tonnent en chaire contre les absents, alors que n'en peuvent mais les fidèles qui les écoutent. Et ce mot, le voici. La fin de l'année s'approche. Régulièrement, à ce moment, qui est celui du renouvellement des abonnements, nous voyons baisser notre effectif. Par le fait des décès, des départs d'abord, qui se sont produits au courant de l'année, l'abonnement payé au début n'étant, par la force des choses, pas renouvelé. Mais aussi par le fait du retour d'un numéro, souvent même du renvoi d'un remboursement présenté, simplement avec un « *Refusé* » en travers de la bande, sans aucun souci des frais que notre journal a dû supporter. Rarement, bien rarement, une carte postale, un mot d'explications — et, hélas, toujours pour les mêmes motifs cités plus haut : manque de temps, manque d'argent... Veulent-ils, ceux qui, sans notre article, auraient peut-être accompli ce geste sans réfléchir, nous rendre le service de penser à ce qu'il représentera pour nous ? L'an qui finit, pour ne citer que cet exemple, *tout* notre travail de propagande jusqu'en juillet a dû être consacré à regagner notre chiffre d'abonnés perdus en janvier, et ce n'est donc que depuis le second semestre que nous avons pu vraiment enregistrer une avance. Comment veut-on que nous arrivions dans le délai voulu aux 1732, si la moitié de l'année doit être employée à réparer nos pertes ?

On nous dira aussi que notre cas n'est pas le seul de son

genre, et que nous ne sommes pas le premier des journaux d'idées qui voient se poser sérieusement le problème de leur existence, alors que la faveur du public va aux magazines illustrés, ou aux faits divers de la grande presse quotidienne. Nous répondons en citant des journaux, en Suisse même, d'un ordre d'idées analogue au nôtre, et qui vivent de cette vie digne et indépendante, sans continuel appel à ses partisans, qui doit être celle d'un organe comme le nôtre. « — C'est que, nous dirait-on encore, la Suisse romande est plus petite que la Suisse allemande... — Géographiquement, certes oui. Mais au point de vue féministe, croit-on que les vallées du Parc national, ou les glaciers de la Handeck, ou les lacs de l'Oberalp, hébergent beaucoup d'abonnés à un journal de propagande ?

— Mais ces journaux ont des annonces... — Nous en aurons, et qui ne payeront bien que quand nous aurons assez d'abonnés pour que cela vaille la peine de faire de la publicité chez nous. Pour le moment, nous sommes cotés auprès des commerçants, ne nous faisons pas d'illusions, nous comme « une feuille de chou ». — Mais ces journaux paraissent tous les huit jours, publient une chronique politique, un feuilleton... — Nous en publierons aussi quand vous le voudrez. Nous aurons tout ce que vous voudrez, quand vous le voudrez. Mais il faut que vous le veuillez. Sans vous, nos abonnés, nous ne pouvons rien. *Un journal peut vivre avec des abonnés, mais il faut le nombre.*

— ...Vite, ma carte de propagande... Envoyez m'en d'autres à distribuer. Envoyez-moi des numéros spécimens... A l'œuvre. Il faut atteindre les 1732. Il faut que le *Mouvement* vive. »

E. GD.

## La Conférence abolitionniste de Rome

(3—7 novembre 1921)

La Fédération abolitionniste internationale a tenu sa 36<sup>me</sup> Conférence à Rome. La bon marché de la *lire*, les réductions accordées par les chemins de fer et l'attrait fascinant de la patrie des arts ajoutés à l'intérêt du programme ont amené une forte participation étrangère à cette rencontre.

Jadis, au XV<sup>e</sup> siècle, pour combattre les maladies vénériennes, on pourchassait les prostituées. Napoléon imagina de substituer le contrôle médical à cette chasse... à la femme. Ce fut l'âge d'or des maisons de tolérance et de la police des mœurs. La Fédération inaugura une nouvelle méthode : la lutte contre la maladie et non plus contre les malades, et les malades du sexe féminin exclusivement. (C'est ainsi que la Fédération est la grand-mère du féminisme.) Elle a en outre démontré la complexité de ce problème et la nécessité d'une lutte qui tienne compte de cette complexité, d'une lutte à la fois morale, sociale et médicale. Les sujets qu'elle met à l'ordre de ses Conférences sont étudiés sous cette triple face, et c'est ce qui fait la valeur particulière de la plupart des travaux présentés dans ses Congrès.

La place nous manque pour entrer dans le détail de la dernière Conférence. Des rapports divergents ont été présentés sur toutes les questions à l'ordre du jour et en ont ainsi montré les différents aspects. M. Bureau a en outre parlé de l'*abolitionnisme et de l'influence morale de la femme*. Après avoir décrit l'infériorité morale dans laquelle la réglementation relègue la femme, l'orateur a exprimé la nécessité de l'unité de la morale pour les deux sexes en insistant sur le fait que cette égalité entre hommes et femmes ne devait pas se réaliser dans l'immoralité, comme c'est de plus en plus le cas (union libre, avortement, dépopulation) mais bien dans la moralité. Autrement dit,

sous prétexte d'égalité, la femme ne doit pas descendre au niveau de l'homme, mais l'homme s'élever au sien. On retrouvera d'ailleurs cette thèse admirablement développée dans le récent et très intéressant ouvrage de M. Bureau : *«L'indiscipline des mœurs»* dont nous recommandons la lecture à tous les adultes cultivés.<sup>1</sup>

La question de l'*internement coercitif dans des maisons d'éducation ou de relèvement des personnes ayant commis des délits contre la morale publique* donna aussi lieu à des débats contradictoires. La thèse germano-autrichienne était favorable à l'internement de force des majeures (tout le monde est d'accord pour les mineures, l'internement étant alors une mesure de protection), tandis que la thèse latino-britannique s'y opposait. En internant les femmes majeures qui se livrent à l'inconduite (personne ne parle d'interner les hommes qui se conduisent mal!) on maintient le préjugé de la double morale. Pour les mineurs, la protection la plus étendue, même contre leur gré; pour les majeurs, le droit commun sans distinction de sexe: telle fut la conclusion de la Conférence sur ce point.

Nos vétérans se sont vivement réjouis de la réception officielle du Congrès par la Municipalité de Rome, au Capitole. Il n'y a pas si longtemps qu'on faisait la conspiration du silence, en haut lieu, autour des Conférences abolitionnistes. La réception au Capitole a une signification à cet égard. Là aussi l'idée marche! Un courant abolitionniste très réjouissant se fait jour en Italie et le Congrès l'aura certainement fortifié.

Il y aura beaucoup à dire sur les à-côtés du Congrès qui n'ont certes pas manqué de charme. Les échappées au Vatican, les rencontres au Forum... entre congressistes faisant l'école bruissonnière (!), le Bædecker en main, l'excursion à Tivoli, dans les monts Sabins (la patrie de la traite des blanches, a-t-on rappelé spirituellement), la cordiale réception à la Légation de Suisse par M. et M<sup>me</sup> Wagnière.

Le point sombre de ces Congrès est la situation financière de la Fédération qui, par suite des changes dépréciés, ne reçoit plus que des contributions insignifiantes de l'étranger. C'est la Suisse, par l'intermédiaire de la vaillante Association du Sou, qui fournit à la Fédération les 4/5 des ses ressources. Cette situation est évidemment anormale. Qu'aurons-nous à répondre aux souscriptrices du Sou qui diront: «La Fédération a fait une œuvre magnifique, mais sa raison d'être a disparu en Suisse. Nous voulons bien aider aux autres pays à se libérer, mais de là à donner la moitié de nos cotisations pour des entreprises étrangères, alors que nos œuvres suisses périclitent ou meurent!» Or, de fait, si cette objection se généralisait et que le Sou diminuât son appui à la Fédération, celle-ci devrait reviser toute son organisation et ses moyens d'action. Cela ne signifierait pas nécessairement un arrêt de ce que M<sup>me</sup> Butler a appelé «la grande croisade».

M. V.

## LETTRÉ D'AUTRICHE

Les temps actuels sont plus durs et plus décourageants encore pour nous que nous ne le craignons. La détresse économique de l'Autriche a atteint son comble, quand bien même l'attitude paisible de la population, les essais pour reprendre du travail dans tous les domaines peuvent faire illusion. Un hiver plein de dangers et de terreurs s'ouvre devant nous.

<sup>1</sup> On peut l'obtenir gratuitement à la bibliothèque du Secrétariat romand H. S. M. à Lausanne. En vente au prix de frs. 9. — 630 pages. Consulter aussi sur ce sujet l'ouvrage *«La rénovation des mœurs»*, édité par le Christianisme social. Bibliothèque H. S. M., Lausanne. En vente fr. 4.20. 190 pages.

Et cependant, que des progrès de nos idées puissent être signalés en Autriche, dans cette situation économique terrible, prouve à quel point le féminisme a gagné du terrain. Les indications suivantes sur ce travail accompli par des femmes et sur des succès remportés par des femmes prouveront que nous ne négligeons pas, même en ces journées de tristesses, de travailler pour notre cause, et pour le bien de notre pays.

\* \* \*

La Ligue des Associations féminines autrichiennes s'est beaucoup occupée de la formation d'une Association des ouvrières à domicile de la classe moyenne. En effet, la guerre, et les temps encore plus terribles qui lui ont succédé, ont obligé une foule de femmes de la classe moyenne, qui auparavant, vivaient dans une situation aisée, à chercher du travail pour gagner leur pain. Beaucoup d'entre elles, qui n'avaient aucune préparation professionnelle spéciale se sont adonnées aux ouvrages de fantaisie: broderie, tricotage, crochet, lingerie fine, et surtout dentelle à l'aiguille. La récente foire de Vienne a été pour elles une occasion d'exposer ces travaux, en harmonie avec le goût moderne, et qui constituent tout leur gagne-pain; et leur habileté et leur ingéniosité ont été dans bien des cas récompensées par d'importantes commandes. Seulement, ce sont des hommes d'affaires qui ont traité avec elles comme intermédiaires, pour le compte de maisons de l'étranger, et qui naturellement prélèvent de copieuses bénéfices sur les ventes, si bien que la participation de ces femmes aux résultats des ventes a été assez maigre. Ceci les a engagées à s'organiser avec le but d'acheter en commun les matières premières nécessaires, de fixer des prix de vente, et de trouver des débouchés à l'étranger. Il est en effet absolument nécessaire que ces femmes soient protégées contre l'exploitation, et que des mesures soient prises dans ces organisations pour les aider à lutter contre le chômage, la maladie, l'invalidité, etc. On voit quelle est la tâche de la Ligue des Sociétés féminines autrichiennes, qui préparera ces femmes à mieux défendre leurs intérêts. D'autres grandes Associations féminines lui ont également promis leur concours.

\* \* \*

Et nous avons maintenant en Autriche pour la première fois une femme professeur d'Université: D<sup>r</sup> Elise Richter, bien connue comme conférencière sur des questions de langue et de littérature romane, vient en effet d'être appelée à occuper cette chaire à l'Université de Vienne. D<sup>r</sup> Richter est très appréciée dans les milieux progressistes féminins, où on lui est très reconnaissant du travail qu'elle a accompli pendant les dernières élections, en acceptant une candidature sans aucune chance d'être élue, mais simplement pour rendre service à la cause. Aussi sommes-nous très fières que cette femme, aussi distinguée qu'active, dont l'éloge comme oratrice et comme écrivain n'est plus à faire, ait enfin reçu les honneurs académiques qui lui étaient bien dus.

Une autre femme est autorisée à faire des conférences à l'Université: c'est Olga Lewinsky, actrice du «Burgschaus-Theater». «D'autre part le Président du Conseil (qui est, comme on le sait, le fils de la doyenne vénérée dans toute l'Autriche du mouvement féministe, M<sup>me</sup> Marianne Hainisch, et qui est par conséquent un loyal et fidèle partisan de l'activité féminine) a nommé dernièrement M<sup>me</sup> Maria Mück, directrice de l'Ecole normale de Vienne, Conseillère gouvernementale. C'est la seconde fois seulement qu'une femme reçoit ce titre, réservé à ceux qui se sont le plus distingués au service de la chose publique. Enfin, une femme encore, M<sup>me</sup> Hélène Wunsche, professeur à l'Ecole